

ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

N° 44

mai 1979

50c/2 fr.



**1er Mai
Les travailleurs
chiliens
défient
ouvertement
la tyrannie
fasciste**

40p. 8851

1er mai les travailleurs chiliens défient ouvertement la tyrannie fasciste

Les travailleurs chiliens ont démontré ce 1er mai leur ferme décision de lutter pour la défense de leurs intérêts. Défiant toutes les mesures répressives prises par les fascistes, des milliers de travailleurs sont descendus dans les rues des principales villes du pays.

A Santiago, les forces policières ont brutalement réprimé les manifestants, arrêtant des centaines de personnes. Les manifestants, après avoir parcouru les rues de la ville, criant des slogans contre le régime, furent brutalement attaqués par les groupes spéciaux de la police. Plusieurs d'entre eux cherchèrent refuge dans les églises du voisinage où les suivirent les sbires du régime. Ceux-ci les frappèrent et les arrêterent à l'intérieur même des églises et certains prêtres qui tentèrent d'intervenir en faveur des manifestants furent également arrêtés et maltraités.

La classe ouvrière et le peuple chilien ont vaillamment célébré la journée internationale de la classe ouvrière malgré tous les obstacles que les fascistes ont essayé de mettre dans leur chemin; ces obstacles ont été légion. Une semaine avant, au mois d'avril, la junte a interdit tout type de manifestation pour le 1er mai, parce que selon elle, ces manifestations étaient "un acte politique inacceptable" et qu'à "l'occasion du 1er mai, les groupes terroristes cherchent à faire de l'agitation et consterner l'opinion publique par des activités qui troublent l'ordre public".

Non content d'interdire les manifestations, le ministre de l'Intérieur a annoncé à la fin avril des "modifications à la Loi de Sécurité interne de l'Etat", élevant les peines de prison et les condamnations pour tous ceux qui "provoquent le désordre public". Il était clair que ces "modifications" avaient comme objectif défini d'intimider ceux qui descendent dans les rues pour manifester. Mais les manoeuvres des fascistes ne se sont pas terminées là. Lundi le 30 avril fut décrété jour "férié" espérant que se produise ainsi un certain type de relâchement et que la tension sociale se "relâche" un peu à la suite de la longue fin de semaine. En plus de ceci, les quotidiens de la capitale ne furent pas mis en vente le 1er mai et les postes de radio furent rattachés à une "chaîne nationale de postes de radio" contrôlée par la radio de la "présidence de la République" i.e. sous les ordres directs de Pinochet. Le contrôle des ondes par la chaîne a duré toute la journée. De cette façon, la dictature a tenté de freiner toute information, y compris celles qui auraient pu émaner de secteurs qui lui sont liés comme le sont les quotidiens et les

postes de radio légaux dans le pays.

Mais malgré toutes les manoeuvres et la répression brutale déclenchée par le régime, le peuple a manifesté sa haine de la tyrannie et a célébré de façon combative la journée de lutte de la classe ouvrière.

Il est clair que toutes les mesures appliquées par les fascistes ne se limitent pas à une simple "interdiction" des manifestations. La portée est beaucoup plus grande. Le fascisme, effrayé par la montée constante des luttes du peuple et par les actions chaque fois plus larges et ouvertes qui se tiennent contre lui, veut éviter une gigantesque action unitaire et de désaveu national qui montrerait une fois de plus sa faiblesse et son isolement croissants. La répression brutale et l'incarcération de centaines de patriotes sont aussi des preuves de sa faiblesse.

Face à ces nouvelles mesures, il est nécessaire de redoubler d'action contre la dictature et de persister dans l'unité des plus larges secteurs antifascistes. En même temps, il faut dénoncer la nouvelle escalade de la répression, exiger la liberté immédiate et inconditionnelle de tous les patriotes arrêtés le 1er mai, parmi lesquels on compte plus de 80 femmes.

ANCHA et le Front du Peuple à l'extérieur se solidarisent avec tous les patriotes et antifascistes et leur envoient des salutations combattantes, ces patriotes et antifascistes qui, dans les dures conditions de la répression, combattent à l'intérieur du pays, leur donnant en même temps l'assurance que depuis l'exil nous continuerons à lutter pour la liberté de notre peuple, informant l'opinion publique internationale des crimes de la dictature, contribuant de modeste façon au renversement de la tyrannie qui nous opprime.

Juste avant de mettre sous presse nous avons reçu du Chili l'information suivante sur le 1er Mai: à Santiago, une grande manifestation de plus de 3,000 personnes a eu lieu; Clotario Blest, grand dirigeant de la classe ouvrière chilienne, y a donné un discours. Plusieurs autres petits rassemblements ont aussi eu lieu dans le centre de Santiago et une autre manifestation à laquelle 500 personnes ont participé a eu lieu dans la soirée. La dictature a utilisé la répression violente contre toutes les manifestations et a arrêté plus de 400 personnes. Pour 17 prisonniers, inculpés de voies de faits sur policier, le procureur a demandé 15 ans de prison.



La nécessité de créer un front large pour renverser la junte militaire fasciste

Les étapes de la révolution: Il n'y a pas de processus ininterrompu, ni dans la nature, ni dans la société, ni dans la pensée humaine qui ne connaisse d'étapes. La révolution n'est pas une exception parce qu'elle n'est pas un processus simple ou réalisable séance tenante.

Les étapes de la révolution, i.e. les objectifs qu'elle cherche à atteindre en premier lieu et ceux qu'elle vise par la suite, sont en rapport étroit avec la force dirigeante et les forces motrices de la révolution et par conséquent avec celle qui doit diriger et celles qui doivent faire partie du front qui est, avec le parti révolutionnaire et l'armée populaire, un des outils indispensables de toute véritable révolution.

Ces étapes ne dépendent pas de ce qui arrive à un groupe politique, mais des caractéristiques économiques, sociales et politiques du pays.

La caractérisation générale de notre pays: Nous pouvons caractériser le Chili comme un pays capitaliste dépendant économiquement et politiquement qui, malgré une augmentation artificielle des exportations "non-traditionnelles" (grâce à la réduction brutale du pouvoir d'achat du peuple), est fondamentalement un pays exportateur de matières premières à bon marché (principalement les minerais où le cuivre a la prépondérance absolue) et importateur, surtout avec la libéralisation patronnée par la junte pour liquider la petite et moyenne industrie nationale, de produits industriels de plus en plus chers. Notre pays a une structure économique arriérée. L'agriculture conserve encore des caractéristiques semi-féodales comme les "médiás", la rente, etc. La majorité des industries sont petites ou moyennes. Malgré tout, le Chili connaît un certain développement industriel en comparaison à d'autres pays coloniaux, semi-coloniaux et dépendants.

La politique fasciste de reconstituer les latifundios, la restitution des terres occupées par les paysans, l'autorisation de vendre les terres expropriées par la réforme agraire, la politique de dénationaliser l'industrie et surtout les mesures économiques destinées à provoquer la faillite de la petite entreprise agricole, minière, industrielle et commerciale, etc., ont fortement concentré la propriété des moyens de production aux mains des latifundistes et des monopolistes liés au capital étranger, principalement américain qui fut celui qui imposa le fascisme à notre pays passant outre les cadavres de plus de 30,000 de nos compatriotes.

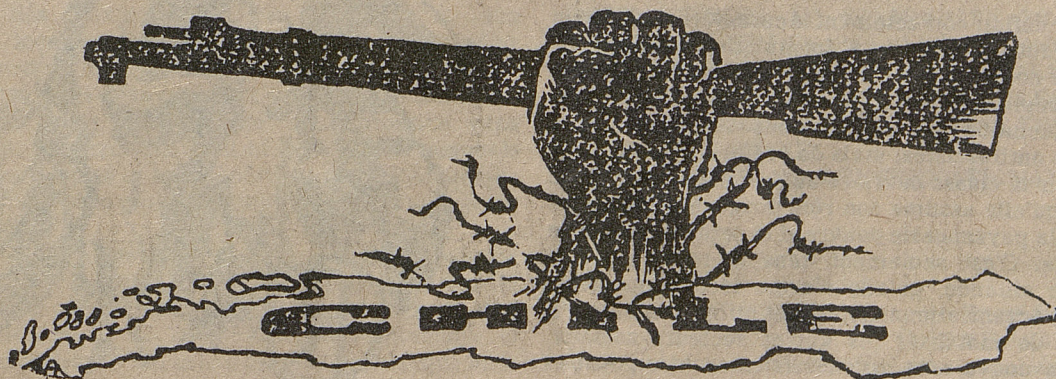
Les ennemis principaux: De ce qui précède découle que la contradiction ou le problème principal que doit résoudre en premier lieu notre peuple pour se libérer et améliorer ses conditions de vie, est de renverser les impérialistes, principalement américains, les monopolistes et les latifundistes, représentés aujourd'hui par la junte militaire fasciste. Mais en même temps ceux-ci préparent, par l'intermédiaire de la Démocratie chrétienne et d'autres qui de façon ouverte ou camouflée lancent l'appel de se joindre à la junte, une solution de rechange pour négocier ou se substituer aux militaires si leur situation devient insoutenable.

Mais ceux-ci ne sont pas les seuls à exploiter le travail d'autrui: il y a des milliers de petits et moyens entrepreneurs, artisans, travailleurs indépendants et pratiquement tous les petits propriétaires paysans occupant de la main-d'oeuvre pour les semailles, les récoltes, etc. En général, ces secteurs ont été du côté des classes dominantes exploiteuses parce qu'elles contrôlent le pouvoir économique et politique. Cependant, lorsque des forces capable de reconnaître certaines de leurs revendications se sont constituées et les ont attirés à elles, ces secteurs ont échappé à la direction des classes dominantes.

Renverser les ennemis étape par étape: Ce qui est fondamental est de réussir à attirer, sous la direction du prolétariat et sur la base de la force de son alliance avec la paysannerie pauvre et avec d'autres secteurs révolutionnaires, le maximum de secteurs intermédiaires, neutraliser ceux qu'on ne peut gagner et isoler au maximum les ennemis fondamentaux. Surtout parce qu'il est nécessaire de leur enlever le maximum de forces pour les affaiblir afin de ne pas affronter tous les exploiters du même coup, surtout lorsque le prolétariat proprement dit dans notre pays est très loin de former la majorité de la population.

La possibilité de détacher ces secteurs afin de se concentrer sur les forces à renverser en premier lieu est de la plus grande importance parce que les petits et moyens entrepreneurs sont à leur tour exploités par les monopoles en ce qui concerne les prix de la machinerie, les pièces de rechange, les facteurs de production, les matières premières, en ce qui concerne les crédits, la commercialisation, etc., et ils désirent se libérer d'eux.

Il est indubitable qu'à la différence du prolétariat qui cherche à en finir avec ses ennemis fondamentaux comme point de départ pour abolir toute forme d'oppression et



d'exploitation et toutes les différences sociales, les petits et moyens entrepreneurs cherchent à développer leurs affaires qui sont actuellement entravées par l'impérialisme, les monopoles et les latifundistes. Il s'ensuit que seule la classe ouvrière peut diriger de façon conséquente et jusqu'au bout le processus révolutionnaire et ayant l'hégémonie du pouvoir (surtout sur les armes), en alliance avec la paysannerie pauvre, elle peut en premier lieu les limiter pour ensuite exproprier leurs moyens de production à l'époque du socialisme.

La démocratie populaire: Etant donné les caractéristiques de notre pays, la première étape de notre révolution doit être anti-impérialiste, anti-monopoliste et anti-latifundiste, mais l'on doit distinguer bien clairement ceux-ci des autres pour éviter des erreurs commises dans le passé où l'on a frappé sans distinction les petits et moyens entrepreneurs tandis que l'on arrivait à des accords et que l'on indemnisait les premiers. Ceci n'empêche pas de donner à ceux qui appuient activement les ennemis fondamentaux le même traitement qu'à ces derniers s'ils persistent dans leur attitude.

Les autres secteurs des entrepreneurs doivent être incités à collaborer au développement du pays en leur octroyant des facilités en même temps que d'exiger d'eux l'obéissance stricte aux lois sociales, la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, en limitant le prix des matières premières et des produits, leur permettant des marges de profits contrôlées et raisonnables.

Nous disons que la révolution sera premièrement démocratique et populaire puisqu'elle remplacera l'actuelle dictature des forces minoritaires et totalement réactionnaires par une coalition dirigée par le prolétariat.

Le gouvernement d'unité antifasciste: L'expression de la démocratie du peuple dans les conditions actuelles avec au préalable l'écrasement du fascisme, prend la forme d'un gouvernement d'unité antifasciste dans lequel doivent participer tous les secteurs qui ont lutté pour son renversement, avec comme base un programme qui permettra d'annihiler premièrement les fondements militaires, politiques, économiques et sociaux qui soutiennent la dictature.

Pour que ce gouvernement crée les conditions afin de marcher de façon ininterrompue vers le socialisme, il faut que le prolétariat (en tant que classe et non certains politicailleurs en son nom) soit le secteur social le plus fort et le plus influent sur le plan idéologique, politique, organisationnel et militaire. Sinon adviendra ce qui est arrivé en Espagne, au Portugal et dans d'autres pays où après la chute du fascisme, les mêmes secteurs sociaux ont continué à gouverner et où d'autres en sont arrivés à des compromis ouverts avec les précédents.

Le Front: Pour définir correctement le caractère initial de la révolution, il faut préciser notre formulation stratégique: notre politique de Front est dirigée vers tous les secteurs sociaux à l'exception de ceux qui constituent la cible principale de la révolution; aujourd'hui nous cherchons à nous unir à tous les antifascistes, mais de préférence nous nous efforçons d'unir la classe ouvrière autour de ses véritables intérêts pour qu'elle assume son rôle dirigeant et resserre ses liens avec la paysannerie pauvre et la petite bourgeoisie révolutionnaire. C'est seulement dans la mesure où se renforce cette alliance, qu'elle s'arme idéologiquement, politiquement, organisationnellement et militairement qu'il sera possible de mobiliser les autres secteurs sociaux. Comme nous l'avons vu, certains de ces secteurs sont impossibles à gagner. On peut tout au plus les neutraliser. D'autres seront attirés temporairement mais chercheront le compromis dans

les moments difficiles.

Si la politique du Front embrasse les différents secteurs sociaux ayant intérêt à renverser le fascisme, l'organisation du Front ne peut avoir une forme unique ni être rigide. Elle doit s'adapter aux conditions de chaque endroit, plus spécialement au niveau de conscience de chaque secteur. Elle ne doit pas être conçue comme uniquement pour les dirigeants, les activistes et les éléments avancés mais pour les larges masses, pour tous ceux qui désirent collaborer à la lutte contre le fascisme bien que de façon occasionnelle.

"Droitisme" et "gauchisme": Dans le Front et dans les étapes de la révolution, il y a des tendances erronées que nous devons éviter, tendances également préjudiciables à la révolution. La première, que nous pouvons qualifier de droitiste et qui est la plus dangereuse, est de proposer un front "large" tout en boycottant la direction prolétarienne, principalement en freinant ses luttes et appuyant un ou l'autre des secteurs bourgeois sous le prétexte d'élire celui qui constitue le "moindre mal"; théoriser sur la nécessité de préparer la révolution socialiste mais la remettre à un avenir indéterminé et lointain. L'autre tendance que nous pouvons qualifier de "gauchiste", est de nier le caractère dépendant et arriéré de notre pays et proposer pour l'immediat une révolution socialiste prolétarienne comme dans les pays capitalistes développés. On nie ainsi la nécessité d'un front comme celui que nous proposons sous prétexte qu'il comprend certains exploiters de moindre importance qui devraient, selon les tenants de cette tendance, recevoir un traitement semblable aux grands exploiters afin de ne pas tomber dans la conciliation de classe. Avec ceci on réduit les forces en mesure d'être opposées aux ennemis fondamentaux et l'on oppose le prolétariat et certains alliés faibles à tous les autres secteurs sociaux qui inévitablement seront dirigés par les premiers contre les propositions socialisantes immédiates et contre les coups sans dictinction.



En tout cas cette radicalisation dépendra principalement du comportement réel de ces secteurs face au gouvernement révolutionnaire et de l'état d'esprit et du sentiment des masses face à eux.

Que ce front soit l'outil pour marcher jusqu'à la révolution et le socialisme ou serve les intérêts de la bourgeoisie dépend en définitive de la participation ou non de certains secteurs de la petite bourgeoisie ou encore de la bourgeoisie. Ce qui est fondamental est que la direction de ce front soit fermement aux mains du prolétariat, un prolétariat libre de tromperie réformiste, un prolétariat qui se base, non sur l'idéologie bourgeoise, mais sur sa propre idéologie.

Le Front du Peuple cherche à aider à la formation d'un

Salutations des peuples latino-américains à l'occasion de la journée internationale des travailleurs

A l'occasion du 1er mai, le Front du Peuple du Chili (Comité de Paris) a participé au défilé organisé par les centrales syndicales françaises dans le contingent latino-américain. De plus, avec le Comité "Colombie aujourd'hui" et le Comité de luttes populaires du Venezuela, il a publié un tract que nous reproduisons ci-dessous intégralement.

Le premier mai 1886, la bourgeoisie, paniquée devant l'avance des luttes de la classe ouvrière, assassina des centaines de travailleurs qui demandaient la réduction de la journée de travail et de l'exploitation. Cet épisode sanglant et de grande signification de classe marque le chemin de l'unité et de la combativité dans l'histoire du mouvement ouvrier.

De grandes luttes contre l'impérialisme se sont développées dans tous les pays d'Amérique latine et du monde pour dénoncer et combattre les traités économiques, politiques, culturels et militaires qui s'opposent au développement et à l'indépendance de nos peuples, lesquels ne se résignent pas à ces conditions d'exploitation, d'oppression et de misère. Par conséquent l'oligarchie et les réactionnaires de l'Amérique latine se sont unis à l'impérialisme américain pour accroître la dépendance de nos pays, augmenter la surexploitation et la militarisation du système bourgeois, par l'entremise de dictatures militaires ou fascistes déclarées ou même par les soi-disant démocraties. Les exploiters intensifient ce processus pour s'opposer par tous les moyens possibles au développement et à la consolidation de la lutte populaire.

En ce moment, nos peuples, en plus de lutter contre la domination impérialiste, luttent aussi contre la pénétration du social-impérialisme soviétique puisque tous les deux, très étroitement liés aux propriétaires fonciers et aux bourgeoisies locales, veulent capitaliser et contrôler le développement du mouvement de la libération.

En ce 1er mai, nous désavouons et condamnons toutes les violations des droits de l'homme, la répression sans discrimination, l'emprisonnement et les tortures auxquels sont soumis les peuples et les révolutionnaires d'Amérique latine et du monde, où le prolétariat joue un rôle d'avant-garde important et décisif.

Nous sommes conscients et convaincus que nos peuples approchent de leur véritable libération, de la conquête réelle de la démocratie populaire comme expression de la dictature du prolétariat et de la construction inébranlable et invincible du socialisme. Pour cela il est fondamental que nous obtenions:

large front antifasciste avec une juste direction prolétarienne. Les révolutionnaires, les authentiques patriotes et démocrates qui veulent voir le Chili se libérer du fascisme et de l'intervention étrangère doivent méditer et promouvoir la discussion sur ces questions stratégiques fondamentales pour l'unité. En même temps, ils doivent promouvoir des activités antifascistes communes qui permettront de frapper l'ennemi avec efficacité, de consolider l'unité véritable dans la lutte sur la base des intérêts populaires, identifiant ceux qui disent s'opposer au fascisme mais qui n'amènent que de l'eau à son moulin et qui veulent perpétuer ou substituer les chaînes de la dépendance.



- L'unité des peuples latino-américains avec le reste des peuples du monde.
- Le développement des fronts uniques des classes exploitées dans chaque pays.
- La création et la consolidation de puissants partis de la classe ouvrière.
- La formation et le développement des armées populaires de libération.
- Que cette lutte soit dirigée par le prolétariat et son parti.

Nous, les peuples d'Amérique latine, rendons en ce 1er mai, journée internationale des travailleurs, le plus vibrant et profond hommage aux combattants héroïques tombés à la défense des droits légitimes de justice et d'égalité, d'indépendance, de liberté et de paix réelle dans la lutte contre les exploiters capitalistes.

**POUR L'UNITE, LA SOLIDARITE ET LE SOUTIEN
RECIPROQUES DES PEUPLES LATINO-AMERICAINS
DANS LEUR LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE, CONTRE
LES PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET LES BOURGEOIS!
LA REVOLUTION PROLETARIENNE TRIOMPHERA EN
AMÉRIQUE LATINE!**

VIVE L'UNITE ET L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN!

Front du Peuple du Chili,
Comité Colombie Aujourd'hui,
Comité de Luttes populaires du Venezuela
Paris, 1er Mai 1979

Pour un premier mai unitaire, combatif et de classe!



Le Comité de soutien à la résistance populaire chilienne, formé par le Parti communiste révolutionnaire du Chili, la Jeunesse radicale révolutionnaire du Chili (IIIe Congrès) et le MAPU, Parti des travailleurs du Chili, a publié une déclaration conjointe à Paris à l'occasion du 1er mai.

En cette glorieuse date du mouvement ouvrier mondial, nos organisations rendent hommage aux milliers de martyrs de la classe ouvrière et des peuples du monde entier.

En cette date, le peuple chilien réaffirme sa décision d'approfondir le combat contre ses ennemis, en s'unissant, en multipliant ses luttes, en développant son organisation, en rendant sa ligne plus juste dans le refus croissant des positions révisionnistes et réformistes.

Pendant ces durs moments pour le mouvement populaire, la dictature veut se légaliser au moyen d'une Constitution qui s'attaque à tous les droits des travailleurs, en les soumettant à l'exploitation et à la répression. Pour ce faire, elle encourage la formation d'organisations syndicales jaunes qui "légitimeraient" cette mesure. Cependant, notre peuple comprend qu'il doit s'opposer massivement à un tel projet et

combattre et dénoncer la tentative réactionnaire de la dictature.

Face aux menaces du gouvernement totalitaire et à l'interdiction de la célébration du 1er mai, les travailleurs du Chili ont fait savoir leur décision de manifester à tout prix dans les rues. Les différentes organisations de travailleurs, le FUT, le "groupe des dix", la Coordination nationale syndicale, le CODES, etc. qui luttent pour les libertés syndicales, ont appelé les travailleurs à passer outre l'interdiction gouvernementale.

Les travailleurs du Chili exigent aujourd'hui plus que jamais le respect de leurs droits syndicaux et des libertés fondamentales, et luttent pour se donner une direction de classe qui leur permette d'avancer à pas de géant vers la victoire.

Une telle voie n'est cependant pas facile car elle suppose la victoire sur les tendances sectaires, liquidatrices et défaitistes promues par le révisionnisme et le réformisme dans les rangs des travailleurs.

Notre peuple combat contre de féroces et puissants ennemis, qui ont à leur tête l'impérialisme américain. Pour cela, nous appelons les travailleurs français et du monde entier à soutenir fermement et résolument la lutte de notre peuple, de même que le peuple chilien a soutenu et soutient les justes luttes des travailleurs du monde entier.

AMNISTIE TOTALE ET INCONDITIONNELLE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES ET LES EXILES!

SEULS LA CLASSE OUVRIERE ET LE PEUPLE VAINCRONT LA DICTATURE ET L'IMPERIALISME!

LA RESISTANCE POPULAIRE ET LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE EST LA SEULE VOIE VERS LA VICTOIRE!

CONTRE LA DICTATURE TERRORISTE DU CAPITAL IMPERIALISTE: REVOLUTION ET SOCIALISME!

PROLETAIRES ET PEUPLES DU MONDE ENTIER, UNISSEZ-VOUS!

Comité de soutien à la résistance populaire chilienne
Parti communiste révolutionnaire du Chili
Jeunesse radicale révolutionnaire (IIIe Congrès) du Chili
MAPU — Parti des Travailleurs du Chili



Nouvelles ... Nouvelles ... Nouvelles ... Nouvelles ... Nouvelles

REPRESSION CONTRE DES FEMMES

Le 18 avril, 63 patriotes dont 60 femmes, certaines d'entre elles avec leurs enfants, ont été frappées brutalement et arrêtées par la police dans une manifestation devant le Congrès où elles ont demandé la remise des cadavres de Lonquen déjà identifiés et une réponse officielle du gouvernement sur les "disparus".

L'indignation du peuple ne se fit pas attendre. Le 20 du même mois, 35 personnes, en majorité des femmes, ont commencé une grève de la faim dans une église de Santiago pour exiger la libération de ceux récemment détenus. Grâce à elles, les détenus furent plus tard libérés.

Ce n'est qu'un exemple qui nous montre la solidarité et la capacité d'union, d'organisation et de mobilisation des masses.

LE DECOLLAGE ECONOMIQUE DU FASCISME

Selon la revue Analyse de l'"Académie de l'Humanisme chrétien", les calories quotidiennes per capita, moyenne qui résulte des aliments consommés, divisées par le nombre d'habitants, ont été presque de 12% inférieures en 1978 à comparer avec celles de 1970 et 15% inférieures à celles consommées en 1972-1973. Les protéines (oeufs, produits laitiers et viandes principalement) consommées en 1978 ont été de 18% inférieures à celles de 1977.

Malgré tout, ces chiffres ne reflètent pas la situation des secteurs les plus pauvres. Il n'y a pas de doute que tandis que certains s'alimentent bien, la faim et la malnutrition augmentent à mesure que diminuent les revenus et n'affectent pas tous les habitants du Chili en général.

NOUVELLES REVELATIONS SUR LES CADAVRES DE LA MINE DE LONQUEN

Selon les dernières informations qui ont filtré des tribunaux militaires où se poursuit le procès sur les cadavres trouvés dans la mine de Lonquen, le nombre de ceux-ci s'élèverait à 36 desquels 15 ont déjà été identifiés comme nous l'avions annoncé dans des numéros précédents. Mais, par le fait même, de nouvelles et effrayantes révélations ont été mises à jour. Une d'elles est que 13 de ces personnes furent enterrées vivantes. Ainsi le confirme le rapport remis par l'institut médico-légal lequel dit que "13 des corps trouvés ne sont pas morts de blessures causées par balles mais par asphyxie". Il a été aussi confirmé que les armes utilisées ont été retrouvées et le rapport balistique signale qu'elles appartiennent à des carabiniers du commissariat de l'Ile de Maipo.

Le rapport remis par l'institut médico-légal signale de plus que 21 cadavres n'ont pu être identifiés même par leurs vêtements ce qui laisse présumer qu'ils correspondent à des personnes qui ne vivaient pas dans la région et qui furent envoyés à la mine par les forces policières de d'autres centres de détention existant au pays.

Pour sa part, "la justice militaire" a fait savoir par la bouche d'un de ses "juges", le général Morel, que les inculpés n'ont reçu aucune condamnation parce qu'ils ont été protégés par l'"amnistie" décrétée par Pinochet en 1977.

LA COUR SUPREME "RECOMMANDE" LE REJET DE LA DEMANDE D'EXTRADITION DES ASSASSINS DE LETELIER

Gustavo Chamorro, membre de la Cour suprême du Chili,

a recommandé que soit rejetée la demande d'extradition déposée par la justice américaine concernant les coupables directs de l'assassinat d'Orlando Letelier, le général Manuel Contreras, ex-chef de la DINA, le colonel Pedro Espinosa et le capitaine Armando Fernandez Larios. Le président de la Cour, Israel Borquez, devait avoir prononcé son jugement à la fin d'avril, mais il a été reporté. Pour sa part, un porte-parole du Département d'Etat américain a confirmé le 18 avril que son gouvernement espérait que les trois officiels chiliens soient jugés aux Etats-Unis.

UN AGENT DE LA POLICE POLITIQUE DE PINOCHET MEURT DANS UN ATTENTAT

Le 23 avril, un membre des forces répressives fascistes est mort dans un attentat à la bombe perpétré en face du ministère de la Santé à Santiago. La dictature a attribué l'explosion de cette bombe au Mouvement de la Gauche révolutionnaire (MIR).

LA JUNTE PREPARE UN NOUVEAU PLEBISCITE

Comme on le sait, la dictature veut soumettre son projet de constitution (commenté dans les numéros de décembre, janvier, février et mars d'ANCHAS) au plébiscite.

Sur ce sujet, un récent éditorial de la revue Hoy signalait: "Le 4 janvier 1978, le peuple a dû donner son opinion dans une consultation nationale peu après son annonce. Ce processus a été revêtu d'une série d'irrégularités qui n'ont pu encore être éclairées. Sans une liste nominale des électeurs, claire, précise et sérieuse (de manière qu'on puisse déterminer le chiffre exact des électeurs potentiels), la consultation s'est tenue en dehors d'un contrôle qui garantissait réellement le caractère sérieux des résultats. Les bulletins étaient transparents; les tables de la réception étaient occupées uniquement que par des partisans du gouvernement; le dépouillement du scrutin ne fut public que dans certains centres densément peuplés et il n'y eut pas de possibilité de vérifier l'exactitude des résultats donnés comme officiels; il manquait un tribunal qualifié pour entendre les plaintes pour abus et procédés arbitraires; et les plaintes qui furent formulées d'une façon ou d'une autre tombèrent dans le vide ou furent facilement disqualifiées."

Il y a alors deux façons d'envisager la nouvelle farce de plébiscite que prépare la dictature: une est d'y participer que ce soit en votant contre, en blanc ou en annulant son vote et l'autre est de le boycotter, soit en s'abstenant.

La première laisse supposer que le gouvernement de même que ses opposants ont la liberté de s'exprimer, que le gouvernement jouera franc jeu, ne falsifiera pas les résultats et finalement se montrera disposé à les respecter. Tout ceci sert naturellement la dictature bien que l'on ne sache rien du vote.

La deuxième met l'accent sur le fait que la dictature ne tombera pas ni ne changera pas par ces farces électorales et qu'il s'agit seulement de la frapper avec la lutte des masses toujours plus unitaire et combative.

Qu'en pensez-vous? Et les autres camarades? Votre opinion nous intéresse.

LA REPRESSION GRANDIT EN TURQUIE

Le gouvernement turc s'abritant derrière la loi martiale promulguée il y a quelques mois, a intensifié la répression contre les mouvements progressistes, arrêtant des centaines de personnes et interdisant la publication de journaux et de quotidiens comme c'est le cas pour Halkin Kurtulusu à qui il a interdit non seulement qu'il soit publié mais aussi qu'il soit diffusé.

Galerie des "disparus"

[séquestrés par la police fasciste du Chili]

La junte militaire du Chili continue d'affirmer que les "disparus" sont une nouvelle manoeuvre des "marxistes" pour discréditer son régime sur le plan international.

ANCHA, pour démontrer l'existence réelle de cette forme sinistre de répression, présente dans ses pages, une galerie de prisonniers "disparus", certains, combattants de la résistance, d'autres, victimes innocentes, dont le crime unique fut d'appartenir aux couches pauvres de la population ou de n'être pas d'accord avec les rustres militaires qui gouvernent aujourd'hui le Chili.

Le cas de ce numéro:

Nom: Luis Sergio Gutierrez Rivas
Carte d'identité: 57.232 de Coronel
Etat civil: marié
Profession: ouvrier
Domicile: secteur 7,323 A Poblacio Yungay (ex-Campamento Santiago Pino), Commune de Pudahuel, Santiago.

Faits: Selon la déclaration sous serment de son épouse, il a été arrêté à l'aube du 30 septembre 1973 par les militaires. Il est conduit à la Maison de la Culture de Barrancas où il est fusillé la nuit suivante, de même que cinq autres personnes. Cependant, il fut seulement blessé parce que de la morgue, il fut envoyé au service d'urgence de l'hôpital José Joaquim Aguirre. Là, selon les rapports du chirurgien, il est soumis à une opération pour "...blessure par balle ayant perforé le thorax droit: blessure par balle à l'avant-bras, laprotomie exploratoire, pleurotomie au côté droit". Il a été visité à cet endroit par son épouse. Subitement, le 2 octobre, il est retiré de l'hôpital par une patrouille militaire "pour être transféré à l'hôpital militaire de Santiago" selon le bulletin de sortie de l'hôpital.

A la mi-octobre, le major de l'armée Castro du tribunal militaire de Santiago déclare à l'épouse de Gutierrez Rivas qu'il ne sera pas fusillé et qu'il est soumis à un traitement de récupération.



Recours administratifs et légaux:

Devant l'impossibilité de communiquer avec son mari, l'épouse de Gutierrez Rivas dépose une requête en protection en mars 1974 devant la Cour d'appel de Santiago. Le 16 mai 1975, elle dépose une requête en criminel devant le même tribunal. Après de nombreuses démarches, on nomme l'enquêteur, M. Enrique Zurita. A ce moment de l'enquête, il remet le cas à la justice militaire parce que "dans les faits signalés, des forces militaires sont intervenues". Le 1er juillet 1976, le juge militaire désigne la 3e magistrature pour que se poursuive l'enquête.

Le 9 août 1976, cette magistrature ordonne la fin de l'instruction judiciaire et ordonne un non-lieu.

Le 14 septembre, presque trois ans après l'événement, le juge militaire ordonne de classer le cas.

Jusqu'à aujourd'hui, Luis Sergio Gutierrez Rivas est toujours porté disparu.

La "justice" chilienne et les "disparus"

Désignation d'un enquêteur pour "enquêter" sur quelques "disparus" ou concessions que le régime veut transformer en points en sa faveur.

Il n'y a pas de plus aveugle que celui qui ne veut pas voir, ni de plus sourd que celui qui ne veut pas entendre:

Durant plus de cinq ans, les tribunaux chiliens en session "indépendants", "impartiaux", "jaloux du respect de la constitution et des lois", etc. selon ceux qui nient leur caractère de classe au service de l'oligarchie, ont rejeté toute enquête sur les "disparus". La collaboration qu'ils ont prêtée au fascisme et aux grands patrons, ses plus grands représentants, ne pourra être oubliée par le peuple qui les jugera comme ils l'ont jugé.

Mais il y a quelques semaines, la Cour suprême a désigné cinq enquêteurs et les Cours d'appel ont commencé à en faire autant pour "enquêter" sur la question. Qui les a fait changer d'idée?

Un recul tactique:

Il est évident que cette marche arrière ne reflète pas la consolidation, mais la faiblesse du fascisme. Julio Duran, l'archi-réactionnaire président du Collège des Avocats a déclaré: "Ce qui est mauvais est ce qui a provoqué la 'méfiance' chez les observateurs de l'extérieur". Il est clair que le fait qu'une section de la machine d'Etat, qui durant cinq ans a été un soutien inconditionnel du fascisme, reconnaisse qu'il y ait matière à enquête, reflète l'effritement du régime. Il fléchit non pas devant les preuves que tout le monde connaît depuis quelques temps comme irréfutables, mais devant la lutte populaire, devant l'opposition et devant ses propres contradictions. Cette "méfiance" va semer la peur chez ceux qui soutiennent le régime militairement, économiquement et politiquement.

Les limites de la mesure:

Il doit être clair qu'il ne s'agit pas d'enquêter sur les

dizaines de milliers de Chiliens assassinés dont les cadavres montraient les mutilations par la torture, non plus que sur les plusieurs milliers de "disparus" mais sur quelques centaines de prisonniers dont la famille a osé réclamer une enquête et dont les cas ont été sélectionnés à cause des témoignages et des preuves claires que ces prisonniers ont été détenus par les fascistes.

D'autre part, la nomination de personnes pour enquêter ne veut pas dire qu'il va y avoir des personnes tenues responsables et que les véritables coupables vont être dénoncés, encore moins qu'ils vont être condamnés. Il leur reste toujours le recours à l'amnistie et la remise de peine qu'a utilisés la dictature, se faire passer pour fou ou malade (le cas Contreras), ou en dernier recours la fuite, comme il est arrivé aux assassins de Schneider.

L'enquête implique seulement qu'il y aura des démarches pour simuler une enquête, pour que la presse puisse distraire le public et donner l'image d'une "démocratie et liberté". On doit considérer de plus que les fascistes, conseillés dès le premier jour par les Américains qui ne voient pas encore l'heure arrivée où ils devront répondre de leurs crimes, se préparent à rendre l'enquête difficile. Leurs techniques vont de la dissimulation des détenus jusqu'à la modification des lois. Par exemple, le code de procédure pénale, modifié en 1977, établit que les démarches judiciaires dans les enceintes militaires ne peuvent se dérouler que devant des tribunaux militaires. Seuls des tribunaux populaires pourront établir la vérité sur ce qui s'est passé et châtier les véritables coupables.

La concession que les tribunaux fascistes ont faite n'est que formelle et ne nous permet pas de tirer des conclusions aussi légères comme le cherche l'opposition bourgeoise qui veut profiter du fait pour semer des illusions à l'effet qu'on peut renverser le fascisme par la "voie pacifique", en accord avec les lois en vigueur, avec des avocats et des personnalités, etc.

Ceux qui avancent de telles choses complémentent, depuis "l'opposition", ceux qui soutiennent que le régime des fascistes a évolué, qu'il va vers la normalité, vers l'institutionnalisation, etc.

Intensifier la lutte:

Loin de nous sentir satisfaits et d'abandonner ou de diminuer la lutte, afin qu'on puisse rendre publiquement compte de chaque cas, que l'on vérifie à fond ce qui est advenu des "disparus", que l'on puisse punir les véritables coupables avec Pinochet et ses collaborateurs directs en premier lieu, nous devons la renforcer. Nous devons faire le contraire de ce que les fascistes cherchent à faire avec leur recul tactique: nous endormir pour abandonner l'enquête ou la laisser se terminer en pardonnant aux pontifes fascistes bien qu'ils puissent condamner, dans le pire des cas, certains de leurs serviteurs de bas rang qui se sont surpassés.

Nous devons utiliser ce signe de faiblesse pour élever le moral du peuple et renforcer le combat, entreprendre de nouvelles et de plus audacieuses tactiques afin que toutes les victimes de la répression la dénoncent et protestent sans crainte en demandant la solidarité de tout le peuple pour que de toutes parts, on écoute, on analyse et on prenne des mesures afin d'affronter le fascisme avec succès; pour que l'on perfectionne les organisations clandestines, on améliore ses relations avec les organisations semi-légales et légales, on augmente la quantité et la qualité de la propagande et de l'agitation sur la question de la répression, que s'exprime le mécontentement sous toutes ses formes possibles, depuis les simples protestations individuelles jusqu'aux protestations collectives, depuis les formes légales jusqu'aux formes illégales, depuis les formes pacifiques jusqu'au ralentissement de travail, le débrayage, le boycott, les réunions illégales et les manifestations.

Les fascistes doivent payer pour chaque goutte de sang versée!!

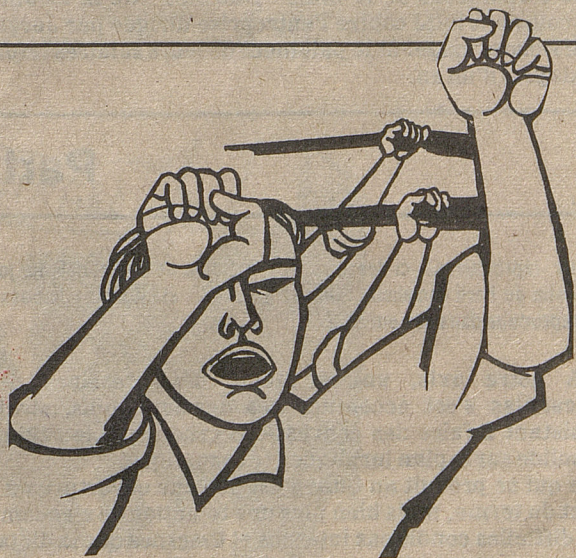


Parti Communiste Révolutionnaire du Chili

Nous reproduisons ci-dessous un article publié dans le journal clandestin "El Pueblo", organe officiel du Parti communiste révolutionnaire du Chili dans son numéro 103.

LA LUTTE POPULAIRE

La lutte du prolétariat et du peuple chilien pour le renversement de la dictature fasciste et l'instauration d'un gouvernement populaire authentique antifasciste, anti-impérialiste, antimonopoliste et antilatifundiste continue de se développer. Le développement de cette lutte n'a pas été rectiligne. Des périodes de montée de la lutte de masse ont alterné avec des périodes de reflux de celle-ci. Durant les périodes de "tranquillité", le prolétariat et le peuple ont soupesé les points forts et les points faibles de leurs luttes, ont renforcé leur unité et leur organisation, corrigeant les erreurs qui sont apparues au cours de la lutte. Ceci leur a permis d'initier de nouvelles périodes de lutte, rompant le calme apparent dans lequel semble s'enfoncer de temps en temps le mouvement populaire antifasciste. Ce mouvement



se montre chaque fois plus uni, plus combatif, plus conscient et plus nombreux que lors de la période précédente. Ceci indique qu'avec les hauts et les bas, la lutte populaire suit une courbe ascendante. Ceci survient en opposition avec ce qui arrive au développement des forces fascistes. Ici des périodes de stabilité alternent avec des périodes de crise. Dans ses périodes de "stabilité" la junte militaire fasciste de Pinochet semble avoir réussi à consolider sa dictature. Ce n'est rien de plus que le calme avant la tempête, une nouvelle crise dans laquelle les fascistes se verront obligés de réorganiser et d'épurer leurs rangs, de réajuster leurs tactiques (mais sans changer leurs objectifs stratégiques). Leurs périodes de stabilité se sont de plus en plus courtes tandis que leurs crises chaque fois plus profondes montrant que la dictature suit une courbe descendante. Les forces populaires antifascistes suivent une courbe ascendante de renforcement et les forces fascistes antipopulaires suivent une courbe descendante d'affaiblissement.

Cependant devant le prolétariat et le peuple continue de se poser la grande tâche d'unifier les luttes et les organisations des masses qui sont dispersées, enlevant de ce fait une grande force aux coups du mouvement antifasciste, retardant la création d'un vaste mouvement national de toutes les forces qui luttent pour le renversement de la dictature et, en même temps, comme conséquence directe de cette situation, prolongeant la période de domination fasciste. Arriver à l'unité de toutes les forces antifascistes dans un large mouvement de masse de caractère national, d'importance nationale organisé dans un grand front unique est une tâche que le prolétariat révolutionnaire doit concrétiser pour avancer jusqu'à la conquête du pouvoir.

De nouvelles luttes ont surgi dans différents endroits du pays incorporant de nouvelles sections de travailleurs au grand courant de lutte contre la dictature démontrant par ce fait que chaque fois de plus en plus de travailleurs osent aller plus loin que la simple protestation.

De même que la lutte que livrent les travailleurs d'organismes et d'entreprises de l'Etat bourgeois contre les licenciements massifs, les bas salaires, les abus, etc., la lutte des travailleurs de l'entreprise privée s'est développée à une grande échelle.

Les travailleurs du siège social de la Banque du travail ont fait une grève des "repas" rejetant la maigre bonification offerte par l'exécutif et en exigeant une plus considérable.

Les travailleurs de la mine "Dulcinea" de la localité de Chincolco ont lutté contre l'entreprise dirigée par Jorge del Urle Donoso exigeant le paiement de leurs salaires impayés depuis plus d'un an.

Les travailleurs des usines pharmaceutiques se sont étroitement unis dans la lutte contre la surexploitation des patrons, exigeant la restauration de leurs droits foulés aux pieds, rejetant le décret-loi no. 2.200. Ils ont protesté: "Tandis que dans d'autres pays les travailleurs parviennent à réduire la journée de travail afin de consacrer plus de temps aux activités culturelles, sportives et de loisir, ici au Chili, les heures de la semaine de travail augmentent de 44 à 48". Par conséquent, ils considèrent que le Code du travail fasciste est un recul pour les travailleurs. Ils exigent:

- Le paiement des heures supplémentaires
- L'abrogation de l'horaire libre pour le commerce
- Le retour à la semaine de 44 heures de travail

Les paysans organisés se sont unis pour lutter contre l'exploitation des propriétaires terriens qui, appuyés par la junte militaire fasciste, ont implanté un "nouveau" système de paiement pour la paysannerie. Du revenu minimum que reçoivent les travailleurs agricoles est soustrait un montant de 50% à titre de déductions, les maisons restant comprises dans les déductions pour lesquels les misérables salaires minima restent réduits à la moitié en ce qui concerne les travailleurs agricoles, le secteur le plus exploité par le régime fasciste.

Les travailleurs du revenu ont manifesté solidairement leur appui aux travailleurs de la Corporation de la réforme agraire (CORA) qui sont durement frappés par la politique de "rationalisation" imposée par Pinochet et sa bande. "Rationaliser" est aujourd'hui synonyme au Chili de "licenciements massifs de travailleurs". En 1977 dans la CORA, 400 travailleurs furent "rationalisés" par les fascistes et en janvier 1979, lorsque l'organisme aura cessé de fonctionner, ils seront 1,000, en plus des milliers de "rationalisés" durant ces cinq ans dans la CORA. Une nouvelle étape des plans de restauration de la propriété latifundiste à la campagne aurait été mise en place mais les travailleurs chiliens ont refusé de se soumettre par leur lutte contre la dictature.

Les travailleurs de la CORA qui ont été licenciés se sont unis et organisés pour lutter et exiger une indemnisation pour les années de service qui, en plusieurs cas, n'a pas été payée par l'Etat de même que leur réintégration à leur poste.

UNIS DANS LA LUTTE, LES TRAVAILLEURS DE LA CAMPAGNE ET DE LA VILLE AVEC LES AUTRES SECTEURS ANTIFASCISTES DU PEUPLE, SOUS LA DIRECTION DU PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE POURRONT RENSERER ET ANNIHILER LE FASCISME ET CEUX QUI LE SOUTIENNENT.

Parti socialiste

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de l'éditorial du journal clandestin du Parti socialiste, "Unidad y Lucha", étant dans l'impossibilité de le reproduire dans son entier.

"A notre avis, une stratégie déjà dessinée depuis Chacarillas s'est accentuée ces derniers mois, stratégie consistant à faire des concessions tandis que le régime se consolide sur le plan juridique et économique.

Ce qui se produit au Chili n'est pas une ouverture au sens strict du terme, mais bien plus une intention de s'accomoder aux difficiles conditions internes et externes que la dictature affronte pour exercer son pouvoir despotique.

Nous ne pouvons nous attendre à des révisions

significatives ou à des changements substantiels dans ce qui a été la politique habituelle de la junte, comme le serait par exemple une plus grande démocratisation des instances de décision parce qu'elle compromettrait la nature même du régime.

Nous soutenons qu'il est impossible aujourd'hui de penser à un retour à des formes ou à des pratiques du type d'une démocratie bourgeoise traditionnelle, parce que tout le tissu de relations construites par le capitalisme international et les grands propriétaires chiliens se désintègrerait devant la pression de ce peuple assoiffé et désireux de liberté.

Ce qui s'est ouvert au Chili est la voie pour l'adaptation et la modification de certains éléments — comme la politique

du travail et la politique étrangère — qui donnent une meilleure image au fascisme, une image acceptable pour les plans des multinationales. C'est aussi un produit des conflits à l'intérieur où les secteurs durs et inflexibles semblent vivre un lent recul pour laisser la voie à des secteurs autrefois plus ouverts.

Mais l'essence répressive du régime n'a pas changé de même que l'ont vécu de façon dramatique les centaines de pobladores de la Villa San Luis, les travailleurs des nombreuses entreprises qui ont été congédiés pour avoir réclamé leurs droits, les dizaines de détenus chaque mois (plus de 30 dans la région nord et 16 à Valdivia, seulement en janvier), les artistes qui ne peuvent publier leurs créations à cause de la censure existante, les Chiliens qui ne peuvent revenir au pays parce que le gouvernement le leur interdit, etc.

Par conséquent, aujourd'hui, le moment n'est pas à la conciliation. Contrairement à ce que pensent certains soi-disant démocrates, il n'est pas possible de s'attendre à d'autres concessions de ce gouvernement si l'on ne continue pas la lutte vigoureuse et décidée pour la défense des libertés fondamentales.

La position défensive que la dictature se voit obligée d'adopter face aux graves accusations internationales (le cas Letelier, l'espionnage au Pérou, les conflits frontaliers, la menace encore présente de boycott, l'indignation mondiale devant la découverte du cimetière de Lonquén, etc.) rend encore plus nécessaire la mobilisation de toutes les forces disponibles à l'intérieur du pays et l'utilisation de toutes les

faillites que la junte doit créer.

Mais dans cette lutte, le peuple est conscient que toutes les batailles pour obtenir des concessions ou en arriver à ce que certains droits fondamentaux soient restaurés n'auront seulement de sens que dans la mesure où elles sont reliées à l'objectif de renverser la dictature pour la remplacer par un gouvernement démocratique et populaire."



MAPU-Chili

La revue "Unité prolétarienne" du MAPU-Chili a publié un article: "Quarante questions sur le Chili 78" dont, par manque d'espace, nous ne pouvons reproduire que des extraits concernant la question syndicale qui est un problème important à l'heure actuelle.

"En ce qui concerne le mouvement syndical proprement dit, quelle est la situation?"

"Il existe un secteur pro-junte regroupé dans la soi-disant Union nationale des travailleurs du Chili (UNTRACH). A l'intérieur de celle-ci, il existe un groupe totalement servile à la dictature sous l'appellation de la soi-disant "école du travail" et le soi-disant "secrétariat pour les organisations civiles" dont le bureau est dans l'édifice Diego Portales,

siège de la dictature. Il existe un autre groupe profondément réactionnaire, mais cependant il cherche à prendre verbalement ses distances devant les mesures les plus basses de la junte contre le mouvement syndical. Ce dernier s'est rapproché ces derniers temps du soi-disant "groupe des dix" et il n'est pas impossible qu'ils en arrivent à une coordination dans l'avenir.

"Il y a aussi, comme nous l'avons mentionné, le "groupe des dix" qui obéit à la direction politique du frémisme démocrate-chrétien et a de bons contacts avec le syndicalisme nord-américain et européen de l'Ouest. Il reçoit un appui matériel du soi-disant "Institut pour le syndicalisme



libre", très connu pour ses liens avec le Département d'Etat américain et pour ses bonnes relations avec la CIA. Au début, ce groupe a adopté une politique semblable à celle de la direction démocrate-chrétienne d'appui à la junte, y compris de représenter la junte lors des premières années dans des organismes internationaux du travail comme le BIT. Cependant, il développe aujourd'hui une politique de critique ouverte et travaille à promouvoir un changement bourgeois. Il continue de s'appeler "groupe des dix", mais des dix dirigeants originaux, deux furent exclus à cause de leur rapprochement avec le mouvement syndical contrôlé par le révisionnisme.

"La politique de ce "groupe des dix" est de reconstituer la superstructure du mouvement syndical sous son hégémonie. Il cherche des accords avec le syndicalisme contrôlé par le révisionnisme sachant que celui-ci est toujours prêt à se subordonner, mais il rejette toute collaboration et tout accord avec les forces révolutionnaires.

"Il existe aussi un groupe appelé "groupe des sept" qui a dit originer de la Coordination syndicale nationale. Sa direction est proche des partis qui formèrent l'Unité populaire. La dictature l'a dissout en octobre dernier et a confisqué tous ses biens.

"Tant en ce qui concerne les conditions concrètes de répression et d'illégalisation du mouvement syndical que pour la politique que les secteurs dirigeants mettent de l'avant, cette restructuration du mouvement syndical se fait dans la superstructure.

Quelle est la présence des forces révolutionnaires dans le mouvement syndical?

"En termes organisationnels, elle est minime. Bien que notre présence dans le mouvement semi-légal et clandestin est meilleure, nous devons dire que nous ne profitons pas des failles légales encore que nous n'apprenons pas ni ne luttons suffisamment pour que tous nos militants combinent l'organisation et la lutte clandestine avec le travail légal et semi-légal.

"Les organisations semi-légales ont montré une forte capacité de mobilisation et beaucoup de combativité, mais

numériquement, elles sont encore rachitiques. On calcule qu'à Santiago par exemple, les bourses de chômeurs réunissent approximativement 1,500 camarades. D'autre part, ces organisations sont dans une bonne mesure freinées dans leur développement autonome par la dépendance matérielle et la protection politique de l'Eglise catholique.

"Notre présence est faible pour des raisons objectives, mais aussi pour plusieurs raisons dont nous sommes directement responsables: notre dispersion et une bonne dose d'opportunisme, de sectarisme et de dogmatisme.

"La gauche révolutionnaire ne peut pas continuer à rendre les simples "conditions objectives" responsables de l'avance lente de la Résistance populaire, dans le même style que le révisionnisme continue à rendre l'impérialisme et les forces réactionnaires responsables des défaites populaires.

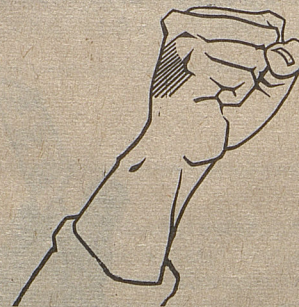
"Il est évident que l'impérialisme et les forces réactionnaires sont et seront toujours prêts à réprimer, combattre et empêcher les victoires populaires. Ils ne font que réaliser leurs objectifs et défendre leurs intérêts. Il est de la tâche du peuple de les renverser. De la même façon, le révisionnisme est et sera toujours prêt à mettre de l'avant une politique réformiste de conciliation et de défense de ses intérêts mesquins de classe petits-bourgeois. Il est par conséquent de la tâche des forces révolutionnaires de s'organiser, de se coordonner et de mûrir politiquement afin d'être en mesure de conduire notre peuple à la victoire.

"Nous valorisons l'apport de plusieurs dirigeants honnêtes et combattants anti-dictatoriaux conséquents dans le mouvement syndical. Nous critiquons par le fait même une politique de réorganisation de la superstructure du mouvement syndical sur les mêmes vieilles bases. Mais ni notre valorisation des milliers de dirigeants honnêtes, ni notre critique des conceptions erronées et bourgeoises dans le travail syndical n'aboutiront à rien si nous ne réussissons pas à avoir une plus grande influence au sein même du mouvement syndical. C'est la tâche que nous nous sommes fixée.

Nouvelles latino-américaines

NICARAGUA

Une nouvelle offensive à grande échelle a été déclenchée par le Front sandiniste de Libération nationale (FSLN) durant le mois d'avril dernier. Coïncidant avec le voyage "privé" du tyran Somoza aux Etats-Unis et avec la dévaluation de la cordoba, la monnaie nationale, les guerilleros sandinistes ont mené une série d'actions armées, particulièrement dans le nord du pays. Le 9 avril, ils réussirent à s'emparer de la ville d'Esteli avec l'appui actif de la population. Les forces sandinistes réussirent à s'y maintenir pendant six jours, c'est-à-dire jusqu'au 14 avril, date à laquelle ils durent l'évacuer devant l'immense supériorité des moyens matériels que la Garde nationale comptait pour la contre-attaque. Durant ces six jours de combat, l'aviation de la dictature a mené des bombardements aériens et terrestres contre la ville, causant des centaines de morts. Pour leur part, les guerilleros abattirent plusieurs avions de guerre et tuèrent plus d'une centaine de militaires somozistes. La reprise de la ville par les forces gouvernementales donna lieu à de sanglantes représailles contre la population civile suspecte de collaborer ou sympathiser avec le FSLN. De cette façon,



cinq médecins qui soignaient des blessés présumément guerilleros furent froidement exécutés de même que 40 blessés dont certains furent retirés des tables d'opération pour être par la suite assassinés par les soldats de la Garde nationale. Une des victimes des troupes somozistes fut le docteur Alejandro Davila Bolanos, directeur de l'hôpital d'Esteli.

Durant tout le mois, les actions armées sandinistes ont continué contre les forces et les représentants de la dictature: Léon, Telica, Managua et d'autres villes de moindre importance furent la scène de violents affrontements.

Somoza pour sa part a déclaré dans une entrevue à un journal de Miami, peu avant de revenir au Nicaragua, qu'il pensait rester au pouvoir jusqu'à la "fin du mandat présidentiel" en 1981 mais alors... pour se présenter de nouveau aux élections présidentielles. Cette apparente confiance et optimisme du dictateur reflètent-ils encore une fois les promesses d'appui faites par certains cercles impérialistes durant son "voyage" privé aux Etats-Unis?

EL SALVADOR

Un industriel japonais séquestré depuis 4 mois par les guérilleros des Forces armées de la résistance nationale a été libéré le 1er avril. Le communiqué des FARN indique que l'entreprise (textile) de l'industriel japonais Suzuki a accepté les exigences de l'organisation révolutionnaire, particulièrement le paiement d'un "impôt de guerre".

COLOMBIE

Une forte augmentation de la répression a été constatée le mois d'avril dernier en Colombie. Des centaines de personnes accusées d'appartenir au groupe de guérilla urbaine "Mouvement 19 avril" (M-19) ont été arrêtées récemment. Près de 200 personnes seront jugées prochainement pour appartenance présumée à cette organisation selon ce qu'ont annoncé des porte-parole des forces armées colombiennes le 14 avril dernier. Les accusés ont été arrêtés en janvier après le vol de 4,000 armes à feu d'un régiment de l'armée. Pour sa part, des militants du M-19, qui ont occupé un journal de Cali mardi le 17 avril, ont déclaré qu'une grande partie des armes volées a été envoyée aux guérilleros sandinistes nicaraguayens.

ARGENTINE

Un groupe influent de dirigeants syndicaux, la "Commission des 25" a lancé un appel au débrayage national pour vendredi le 27 avril. La plate-forme proposée pour la mobilisation des travailleurs argentins comprend 10 points fondamentaux: rétablissement du pouvoir d'achat des salariés et de la législation sur les activités syndicales, l'assistance sociale, les conventions collectives, la libération des détenus, une enquête sur les disparus et la défense de la production et de l'industrie nationale par une modification de la politique douanière.

Le 12 avril à la sortie d'une réunion au ministère du

Travail, 20 dirigeants de la "Commission des 25" ont été arrêtés par des civils armés i.e. par la police secrète de la dictature de Videla. Les dirigeants arrêtés ont été conduits au Département de la Sécurité fédérale où ils étaient toujours détenus à l'heure de tombée de ce numéro. Le débrayage du 27 avril a reçu un appui énorme et fut suivi par des milliers et des milliers de travailleurs dans tout le pays qui défièrent ouvertement le déploiement militaire répressif mis sur pied par la dictature argentine.

URUGUAY

Récemment un appel commun de nombreux comités de solidarité avec le peuple uruguayen de France, Suède, Hollande, Belgique, Autriche, RFA, Suisse, Italie et de Grande-Bretagne a été publié dans différents média d'information européens. Dans cet appel, on dénonce les crimes et les violations de la dictature uruguayenne signalant entre autres l'existence de plus de 300 prisonniers politiques "disparus". La déclaration se termine comme suit: "Nous alertons l'opinion publique internationale pour qu'elle exige de la dictature uruguayenne la réapparition de ces personnes et leur libération. Parmi elles se trouvent Léon, Lev, Ruben Abrines, Tomas Rivero, Juan Santini, Lila Fernandez, Rosina Caro et d'autres militants syndicaux du secteur des banques, des transports et des entrepôts frigorifiques.

"Nous appelons l'opinion publique internationale à appuyer toutes les luttes du peuple uruguayen pour renverser la dictature.

- Pour l'isolement de la dictature
- Pour la liberté de tous les prisonniers politiques
- Appui à toutes les luttes ouvrières et populaires".

La déclaration est signée par les comités Uruguay ci-haut mentionnés regroupés dans le Congrès des Comités de Solidarité avec l'Uruguay.

L'adresse du Comité de défense des prisonniers politiques d'Uruguay en France est: 67, rue du Théâtre, 75015 Paris.

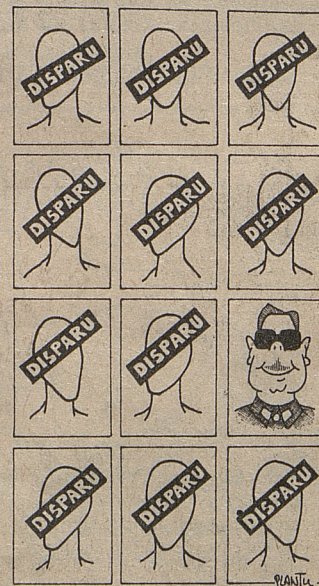
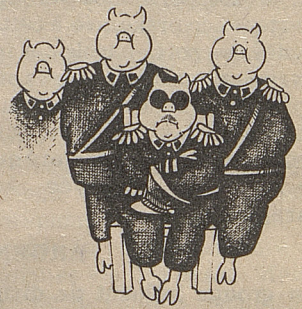
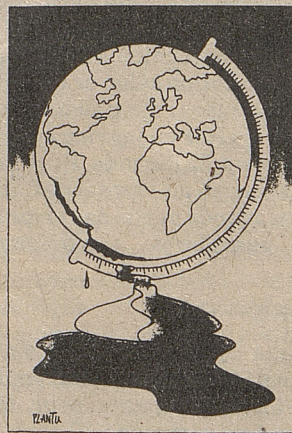
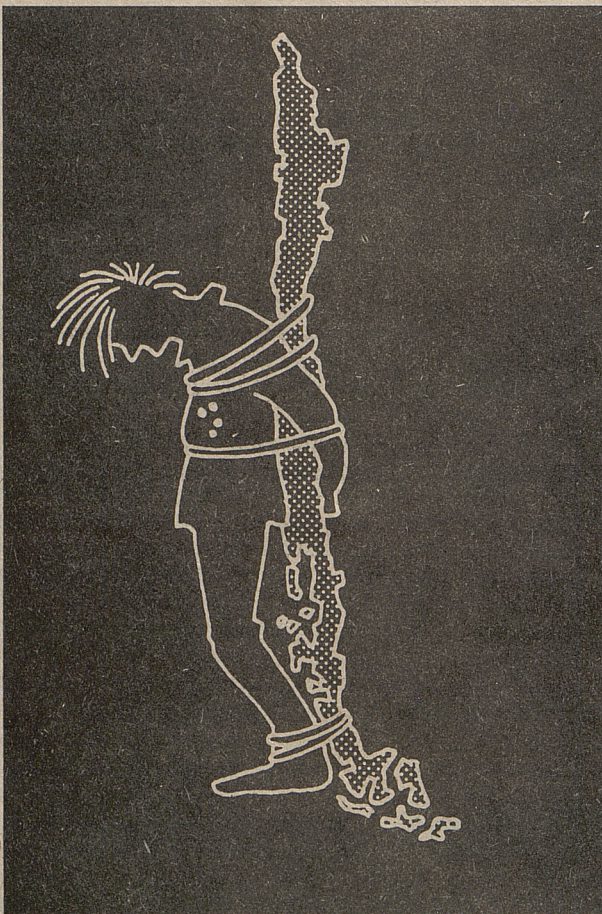
EQUATEUR

Jaime Roldos, candidat populiste, est sorti vainqueur des élections présidentielles qui se sont déroulées dimanche le 29 avril en Equateur. Le candidat de différentes forces réformatrices regroupées dans la "concentration des forces populaires" a défait par une importante majorité le candidat conservateur Sixto Duran, lequel comptait sur les sympathies évidentes de la junte militaire actuellement au pouvoir. Roldos avait déjà remporté les élections présidentielles tenues en juillet de l'an dernier, mais elles furent annulées par le gouvernement militaire et durent être reprises le 29 avril dernier. Le candidat vainqueur assumera ses fonctions de président de la république le 10 août prochain. Ceci dépendra en bonne mesure de l'attitude qu'adopteront les forces armées. Pour sa part, Roldos a déjà déclaré qu'il "respecterait les Forces armées et agirait de manière à ce qu'elles soient respectées".



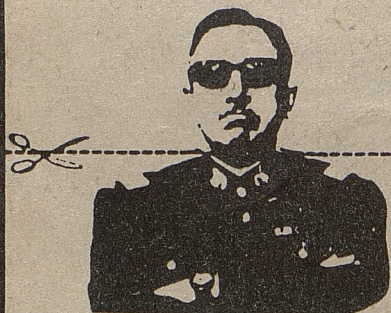
Le caricaturiste français PLANTU a adressé à notre rédaction un exemplaire de son livre "Pauvres Chéris" qui contient une sélection de caricatures déjà publiées dans différents périodiques et revues européens. Nous reproduisons quelques-unes de celles contenues dans le chapitre consacré au Chili.

Ce livre est publié aux éditions "Le centurion".



ABONNEZ-VOUS A "ANCHA"

Agence de Nouvelles chilienne antifasciste
Publiée par la Branche extérieure du Front du Peuple
ANCHA paraît tous les mois en espagnol, en français, en
anglais, en allemand, et en italien



Nom _____
Adresse _____
Pays _____

Disponible de **ANCHA**
B.P. 59, Cedex 13
Paris 75623, France

Tarif d'abonnement: En Europe: 1 an: 30 francs
abonnement d'appui: 50 francs ou plus
Ailleurs: 1 an: \$10.00
abonnement d'appui: \$15.00 ou plus
Prière d'envoyer tous les chèques
ou mandats-postes à cette adresse
à l'ordre de **Guerrien**
(pas à ANCHA)

Prière d'indiquer clairement vos nom et adresse ainsi que la langue dans laquelle vous souhaitez recevoir le bulletin

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le
Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles du:

Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne
B.P. 185, station Outremont,
Montréal, Québec, Canada
ou du: **Centre national de Publications**
B.P. 727, station Adelaide,
Toronto, Ontario, Canada

Le tarif d'abonnement des éditions française, anglaise et espagnole produites
au Canada est de 25¢ l'exemplaire, de 50¢ pour les commandes postales et de
\$5.00 pour un abonnement postal annuel.

Veillez faire tous les chèques ou mandats-postes envoyés aux adresses
susmentionnées à l'ordre du Comité canadien d'Appui à la Résistance
chilienne ou à l'ordre du Centre national de Publications, respectivement.

ANCHA

AGENCE DE NOUVELLES CHILIENNE ANTIFASCISTE

Les éditions française, anglaise
et espagnole produites au Canada
par le Comité canadien d'Appui
à la Résistance chilienne
sont disponibles du:

Centre national de publications
B.P. 727, station Adelaide,
Toronto, Ontario, Canada

ANCHA
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

N° 37 Octubre 1978 2 fra / 25¢

**Le peuple chilien
progressé dans ses luttes**

La Resistencia mundial

ANCHA
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

N° 37 Octubre 1978 2 fra / 25¢

**El pueblo chileno
avanza en sus luchas**

La Resistencia mundial

ANCHA
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

No 29 Février 1978 25¢

**La farce de Pinochet et la lutte
de notre peuple**

La "resistencia" organizada por Pinochet a él y sus colaboradores...
El pueblo chileno se levanta contra la dictadura...
La Resistencia mundial

ANCHA
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

NO 39-40 diciembre 1979 / enero 1979 50¢ / 4 fr.

LOS "CEMENTERIOS" DEL FASCISMO



ANCHA
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

No 32 mai 1978 25¢

**Les nouvelles manoeuvres
de Pinochet**

El General Pinochet ha estado haciendo algunas maniobras...
La Resistencia mundial

ANCHA
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

N° 36 septembre 1978 25¢

**FACE A LA CRISE DE LA JUNTE MILITAIRE FASCISTE
RENFORCER LA LUTTE CONTRE
LA DICTATURE**

La Resistencia mundial

ANCHA
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

No. 41 febrero 1979 25¢ / 4 fr.

**El Juicio de los Asesinos
de Letelier**

La Resistencia mundial

ANCHA
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

No. 34-35 July-August 1978 25¢

**The "Washington Post"
and Pinochet**

La Resistencia mundial

ANCHA
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

No. 31 April 1978 25¢

The Letelier Case

La Resistencia mundial

ANCHA
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

No. 33 Juin 1978 25¢



- L'UNITÉ DES FORCES ANTIFASCISTES CHILIENNES SE RENFORCE
- LA SANTE AU CHILI
- CELEBRATION COMBATIVE DU PREMIER MAI DANS LES RUES DE SANTIAGO
- PROPAGANDE DE LA RESISTANCE

La Resistencia mundial

ANCHA
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

N° 42 marzo 1979 25¢ / 2 fr.

**Identificados quince cadáveres
del cementerio clandestino de Lonquén**

